

BILAN D'ACTIVITÉ

DU

**CONSEIL DE LA CULTURE, DE
L'ÉDUCATION ET DE L'ENVIRONNEMENT**

Région Réunion

EXERCICE 2006

Adopté en Assemblée plénière du 28 mars 2007

SOMMAIRE

	Pages
Préambule	3
1- Les saisines	3
1.1 Les saisines obligatoires	3
1.2 Les saisines spécifiques	3
2- Les autosaisines	5
2-1 Les réflexions et actions des commissions.....	5
2-2 Les dossiers transversaux	9
3- Les missions	12
3-1 Les rencontres institutionnelles	12
3-2 Les missions en lien avec les compétences générales du C.C.E.E.	13
4- Les rencontres et participations	17
4-1 Les rencontres	18
4-2 Les participations	19

PRÉAMBULE

Le C.C.E.E. a organisé un séminaire « d'orientation » le 15 février 2006, afin de faire un bilan de l'activité du Conseil depuis son installation en mai 2005 et de tracer des perspectives d'actions et de réflexion pour la mi-mandature 2006-2007. Les actions et réflexions des commissions sont ainsi définies dans le chapitre 2 (autosaisines). Les saisines du Conseil Régional ont représenté également une part importante de l'activité du C.C.E.E. (chapitre 1).

Un point sur les missions (chapitre 3) et sur les rencontres et participations du C.C.E.E. (chapitre 4) complète la présentation du bilan d'activité pour l'exercice 2006.

1- LES SAISINES

Les saisines obligatoires et spécifiques constituent une part importante de l'activité de l'assemblée.

1-1] Les saisines obligatoires

Le Conseil régional a consulté le C.C.E.E. sur divers documents budgétaires :

- Bilan d'activité de la Région pour l'exercice 2005
- Compte Administratif pour l'exercice 2005
- Projet de Décision Modificative n°1 pour l'exercice 2006
- Projet de Décision Modificative n° 2 pour l'exercice 2006
- Orientations Budgétaires pour l'exercice 2007
- Projet de Budget Primitif de la Région pour l'exercice 2007

1-2] Les saisines spécifiques

*** le Plan Régional de Développement des Formations (P.R.D.F.)**

Le C.C.E.E. a formulé un avis sur le P.R.D.F. Cet avis (téléchargeable sur le site www.ccee.re) a été adressé au Conseil Régional en vue de sa séance plénière du 1^{er} mars 2006 et transmis à la presse écrite par voie de communiqué.

*** le Comité National de Suivi (Programmes européens)**

Dans le cadre de la préparation des futurs programmes européens 2007-2013, une instance de concertation partenariale a été mise en place. Le C.C.E.E. a été sollicité pour siéger au sein de cette instance.

Celle-ci a permis de faire le point sur l'utilisation des fonds structurels, sur le degré d'avancement des projets soutenus par l'Union Européenne et sur les choix stratégiques pour le développement de La Réunion.

À ce propos, le C.C.E.E. a rencontré l'AGILE¹ le 31 mai.

¹ Agence de Gestion des Initiatives Locales en matière Européenne

*** les travaux du groupe SAR (Schéma d'Aménagement Régional)**

Dans le cadre de la procédure de la révision du SAR, le C.C.E.E. a assisté aux réunions de la Commission chargée de l'élaboration du nouveau SAR.

Afin d'enrichir les travaux et réflexions de la Commission de révision, plusieurs groupes de travail ont été constitués. Dans ce cadre, le C.C.E.E. a assisté entre autres aux réunions des groupes 1 « quel rayonnement de La Réunion entre complémentarité et compétitivité ? » et 6 « quelle réponse réunionnaise aux problématiques d'aménagement ? ».

*** les travaux du Comité de pilotage AGENDA 21**

Le C.C.E.E. a participé aux réunions du comité de pilotage, dans le cadre de la poursuite de son action d'accompagnement des travaux de construction et de mise en œuvre de l'Agenda 21 de La Réunion.

C'est ainsi que le projet de GIZC (Gestion intégrée de la Zone Côtière) développé sur le littoral Ouest a été intégré à la démarche de l'AGENDA 21. Ce projet s'est inscrit davantage comme un processus destiné à renforcer la coordination entre les différentes actions et les instruments qui s'appliquent sur un territoire.

*** la Semaine du Développement Durable**

Cette manifestation nationale initiée par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable s'est déroulée du 29 mai au 4 juin 2006.

Dans ce cadre, le C.C.E.E. a participé au comité de pilotage du 6 février et à la conférence de presse organisée par la DIREN² le 23 mai. À cette occasion, ont été présentés les 46 projets sélectionnés pour la semaine du Développement Durable. Cinq d'entre eux ayant été retenus dans le « TOP 100 » au plan national, il a été souligné que La Réunion est la 2^e région française en terme de nombre de projets classés dans le « TOP 100 ».

*** la Route du Littoral**

Face aux événements survenus en mars sur la Route du Littoral, et pour répondre aux attentes et besoins de sécurité de la population, les services de l'État, en partenariat notamment avec la Région, ont réfléchi sur un projet de nouvelle route nationale sécurisée sur le littoral nord-ouest.

C'est dans ce contexte que le C.C.E.E. a formulé un avis (téléchargeable sur le site www.ccee.re) sur les différentes alternatives à la Route du Littoral, le 7 juillet 2006, en rappelant en particulier que le choix final concernant cette route influencera durablement l'avenir de l'île et de ses habitants.

Le C.C.E.E. a donc souhaité que l'argument de la sécurité soit le critère de sélection le plus important.

L'avis du C.C.E.E. a été transmis à la Région et à la Direction Départementale de l'Équipement le 7 juillet 2006.

2 - LES AUTOSAISINES

Elles se répartissent en deux points :

1. Les réflexions et actions des commissions.

² Direction régionale de l'environnement

2. Les dossiers transversaux.

2-1] Les réflexions et actions des commissions

Dans la perspective des Orientations budgétaires du Conseil Régional pour l'exercice 2007, chaque commission du C.C.E.E. a formulé des propositions selon ses champs de compétences.

Ces propositions sont téléchargeables sur le site web du C.C.E.E. (www.ccee.re).

Plusieurs propositions d'axes de travail ont été arrêtées lors du séminaire d'orientation, lesquelles illustrent, pour l'année 2006, l'activité des commissions du C.C.E.E.

2-1-1] Commission 1

La commission a mené sa réflexion autour des deux axes **Étude économie et culture** et **rapport audiovisuel**.

► Étude économie et culture

La commission a souhaité engager une étude visant à faire un état des lieux et un diagnostic quantitatif et qualitatif montrant la place de l'activité culturelle dans l'économie de La Réunion.

Dans ce cadre, elle a rencontré en tant que personnes ressource des acteurs afin de l'aider à bien cerner la problématique de cette étude et identifier les champs à prendre en compte pour la rédaction du cahier des charges.

Les champs culturels ainsi retenus sont les suivants :

- Musique ;
- Théâtre ;
- Danse ;
- Cinéma, audiovisuel, ;
- Arts plastiques ;
- Livre, écriture, édition, bandes dessinées ;
- Photographie ;
- Patrimoine ;
- Administration et animation culturelle.

Le C.C.E.E. a lancé un appel à candidatures selon la procédure adaptée des marchés publics.

L'offre de L.A. Conseils a été choisie car répondant au mieux aux attentes exprimées par le C.C.E.E.

► Rapport Audiovisuel

Le C.C.E.E. a pour mission d'établir un rapport annuel sur l'état de la communication audiovisuelle dans la Région.

Aussi, conformément à cette mission dévolue par la loi du 8 janvier 1986, la commission 1 a-t-elle entamé en 2006 la réalisation d'un rapport sur l'état de la communication audiovisuelle à La Réunion.

Au-delà de l'état des lieux, de l'analyse objective du paysage audiovisuel réunionnais ainsi que des préconisations à formuler pour une évolution de celui-ci, la commission 1 a estimé nécessaire que ce rapport aborde également la question de la pertinence de l'audimat pour le service audiovisuel public et le problème de « la déculturation » des programmes audiovisuels. Ce travail se poursuit en 2007.

► Autres actions

Outre ces axes de réflexion, la commission a assuré le suivi de l'exposition Jean Legros, la préparation des Rencontres Interrégionales des Langues et Cultures Régionales (RILC) 2006 à Perpignan et a contribué à l'organisation du concours LanKRéoL 2006.

Suite à l'édition 2005, le C.C.E.E. a poursuivi son action visant à encourager le développement de productions littéraires en créole réunionnais, en organisant pour la troisième fois, en partenariat avec l'UDIR³ LR-FOL⁴, le concours LanKRéoL.

Pour cette édition 2006, à l'instar des éditions précédentes, les organisateurs ont laissé libre cours à la créativité des candidats sans leur imposer ni thème ni système graphique. Le concours a été ouvert à toute personne physique âgée de 16 ans et plus.

Plusieurs candidats ont participé à ce concours et après Jasmin AMABLE l'année dernière, c'est Nicolas Louis SERY qui a remporté le prix LanKRéoL 2006 avec « Inn vi po éné ».

La remise du prix a eu lieu le 28 octobre 2006, Journée internationale créole.

2-1-2] Commission 2

La commission étant composée au 2/3 de nouveaux conseillers, elle a choisi, dans le cadre de cette première année d'activité pleine, d'aller à la rencontre des organismes représentés en son sein afin de « **Mieux [les] connaître et [d']approfondir ses secteurs d'intervention** ».

Dans ce cadre, la Recherche à La Réunion a été le premier secteur présenté aussi bien à la commission qu'à l'ensemble du C.C.E.E.

Faire découvrir et démystifier le monde de la recherche aux acteurs de la société civile ; montrer comment en partant d'une demande concrète se construit et se conduit un projet de recherche, tels étaient globalement les objectifs de ces rencontres auxquelles le C.E.S.R. a été associé.

Elles se sont déroulées en deux temps :

① *la recherche des organismes nationaux représentés localement ou le B2C3I⁵*

La première partie de cette rencontre a été consacrée à une visite guidée du pôle de protection des plantes (3P) à Saint Pierre. Exemple de collaboration des organismes et de mise en commun des ressources (laboratoires, équipements, fonds documentaire), cette structure, unique en milieu tropical, regroupe le CIRAD⁶, l'Université de la Réunion, le Service de protection des végétaux (SPV, Direction de l'Agriculture et de la Forêt, Ministère de l'Agriculture) et la FDGDON⁷.

Durant cette visite, les conseillers ont ainsi assisté à des exposés des chercheurs du CIRAD sur les solutions contre les bactérioses de l'oignon, de l'anthurium, contre la mouche des fruits et des légumes ainsi que sur les axes de recherche du 3P sur la canne à sucre.

La seconde partie de la matinée, qui s'est déroulée à l'IUT de Saint Pierre, a été dédiée à des présentations qui ont porté sur l'organisation et les moyens des organismes du B2C3I ainsi que sur leurs programmes de recherche, à La Réunion et dans la zone océan Indien.

Les exposés ont été les suivants :

*IRD – Du satellite à l'opérationnel : la télédétection pour l'étude du mode d'occupation des sols ;
IFREMER – L'intervention de la recherche dans la gestion des pêches ;
BRGM – Les mouvements de terrain de grande ampleur à La Réunion ;
INRA – La gestion des effluents d'élevage à La Réunion ;
CIRAD – L'approche filière adoptée par la recherche sur la mangue Cogshall.*

³ Union pour la Défense de l'Identité Réunionnaise

⁴ Ligue Réunion-Fédération des Œuvres Laïques

⁵ Regroupement de six organismes nationaux de recherche : BRGM, Cemagref, Cirad, IFREMER, INRA, IRD ; à La Réunion, le Cemagref n'est pas implanté.

⁶ Centre de coopération International en Recherche Agronomique pour le Développement

⁷ Fédération Départementale des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles

② *les organismes locaux de Recherche & Développement*

Cette nouvelle journée « Recherche », qui a également allié visites guidées et exposés, a permis tout d'abord la découverte des stations de l'Étang Salé du CERF⁸ et de l'ARDA⁹ ; les travaux de recherche qu'elles y mènent ont été rapidement présentés.

La rencontre qui s'est poursuivie à Stella Matutina par :

- une introduction sur la recherche à La Réunion présentée par Patrick HERVÉ, Délégué Régional à la Recherche et à la Technologie,
- une présentation des travaux de la recherche médicale publique,

s'est achevée par deux visites consacrées au Centre Kélonia et au CBNM¹⁰.

Très intenses, ces rencontres avec les chercheurs ont permis aux conseillers d'entrevoir la richesse et la diversité de la recherche scientifique à La Réunion et de leur rappeler qu'elle peut apporter des solutions aux problèmes de développement de l'île.

Par ailleurs, la commission a été à l'initiative d'une visite de l'usine de Bois Rouge. Cette visite qui s'est déroulée en octobre, s'est articulée autour de la présentation d'un diaporama sur le sucre dans le monde et sur la place de La Réunion dans cet environnement mondial, d'une visite commentée de l'usine et de sa distillerie.

Ces présentations fort riches en informations et en (re)découvertes ont permis aux conseillers d'avoir une meilleure vision de la filière canne-sucre et de ses atouts multiples pour l'île mais aussi de se rendre compte du savoir-faire réunionnais dans ce domaine, un savoir-faire dont les process industriels sont aujourd'hui exportés à l'international.

À noter que certains ont pu également découvrir la Centrale thermique de Bois Rouge.

Suivant ce même axe, « **Mieux connaître les organismes représentés au sein du Collège Vie éducative** », la commission a rencontré la présidente nationale des Parents d'Élèves de l'Enseignement Public (PEEP), Anne KERKHOVE. Au cours de cet échange qui a eu lieu en septembre, les convictions et les valeurs de la PEEP, sa représentativité au sein des établissements scolaires ainsi que les thématiques de travail de l'année en cours ont été brièvement présentées.

De même, les sujets d'actualité tels que le bénévolat, l'illettrisme, l'apprentissage à 14 ans, le redoublement ont été évoqués.

2-1-3] Commission 3

La commission 3 a mené sa réflexion autour de 3 axes de travail définis ci-après.

► Éducation globale

Dans le cadre de ses propositions adressées à la Région pour la préparation des orientations budgétaires pour l'exercice 2006, le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement, sur la recommandation de la Commission 3, avait souhaité que soit définie une politique ambitieuse pour la jeunesse (petite enfance, adolescence, ...) en s'appuyant sur trois piliers (école, famille, associations d'éducation populaire, culturelles et sportives) de façon à contribuer à la formation d'acteurs et de citoyens engagés dans le développement de leur pays.

⁸ Centre d'Essai de Recherches et de Formation

⁹ Association Réunionnaise pour le Développement Aquaculture

¹⁰ Conservatoire Botanique National de Mascarin

Il s'agissait pour le C.C.E.E. d'engager une réflexion pour permettre à la communauté réunionnaise de continuer à se libérer, à se construire, à rêver.

Constatant un certain nombre de freins notamment liés au cloisonnement des compétences dévolues à chaque institution et par conséquent des budgets correspondants, le C.C.E.E. s'est autosaisi de cette question complexe.

À cet effet, un groupe de projet a été créé. Dénommé « Éducation globale », il regroupe des membres des trois commissions du C.C.E.E. Il a vocation à développer des propositions à la Région afin de favoriser les conditions d'un partenariat autour d'un projet d'éducation globale destiné à l'ensemble des Réunionnais.

► ***Pour une utilisation raisonnée de la lumière***

La commission 3, interpellée par les gaspillages générés par les éclairages, mais aussi par l'impact négatif de ceux-ci sur la faune notamment sur les pétrels de Barau, a rencontré sur ce point l'Observatoire des Makes, l'Association des Ingénieurs Territoriaux de France et l'Insectarium. Elle a également organisé une randonnée nocturne sur le site du Volcan afin de pouvoir observer les effets de halo générés par les lumières des villes.

Ce travail servira à la production d'un certain nombre de préconisations à destination des décideurs et des particuliers pour une utilisation raisonnée de l'éclairage, mais aussi pour l'élaboration de Plans lumière.

► ***Continuité territoriale en matière de transport***

La commission, jugeant que la continuité territoriale en matière de transport doit être un outil au service du développement des personnes et du territoire, a souhaité apporter sa contribution sur ce dossier.

Dans ce cadre, elle a pu rencontrer Amine VALY du Syndicat Mixte de Pierrefonds qui a apporté des éléments nouveaux sur le fonctionnement de l'aéroport de Pierrefonds et ses perspectives d'avenir.

Adoptée au Bureau du 20 septembre 2006, cette contribution (téléchargeable sur le site Web) vise à optimiser le dispositif de continuité territoriale et ne pas limiter son affectation à la seule liaison directe Réunion - France continentale. Aussi, il est proposé d'adopter une définition moins stricte de la continuité territoriale afin, notamment, de pouvoir évoluer vers un dispositif ouvert à tout voyageur sans restriction par des critères sociaux, mais aussi vers la possibilité d'effectuer une escale entre La Réunion et Paris. Les avantages résident dans l'ouverture sur la zone océan Indien et le développement de l'offre de transport liée tant à l'aéroport Roland Garros qu'à l'aéroport de Pierrefonds.

Pour y parvenir, le C.C.E.E. propose la mise en place d'un "Office de transport", outil de gestion et de coordination de ce dispositif.

2-2] Les dossiers transversaux

Sont soulignées dans ce point, les contributions au colloque inter-C.C.E.E., sur le Parc National de La Réunion et aux Premiers Entretiens de l'UCOI.

2-2-1] Colloque inter-C.C.E.E. de Guadeloupe « Regards croisés sur 60 ans de départementalisation »

Le C.C.E.E., dans le cadre de sa participation au colloque inter-C.C.E.E. organisé cette année par le C.C.E.E. de Guadeloupe du 23 au 25 novembre, est intervenu sur les thèmes suivants :

- *Départementalisation et identité ;*
- *60 ans de système éducatif et après ? – Vers l'émergence de l'École de la République à La Réunion ;*
- *Quelle place pour La Réunion (et les DOM) dans le sport français, après 60 ans de départementalisation ?*

Les commissions du C.C.E.E. se sont attachées en conséquence à préparer ces interventions approuvées en Bureau élargi du 13 novembre, en organisant plusieurs séances de travail axées sur ces thématiques.

C'est ainsi que :

la commission 1 a proposé une contribution traitant plus particulièrement de la culture et s'intitulant « 60 ans de départementalisation et construction identitaire à La Réunion ». Pour la commission, cette contribution participe surtout à la mise en exergue de pistes de réflexions sur la départementalisation et ses effets.

En terme de méthode :

- la commission a d'abord défini le cadre dans lequel elle entendait traiter la problématique de la construction identitaire durant 60 ans de départementalisation : celui de La Réunion en tant que société post-coloniale insulaire tropicale de peuplement multiculturel ;
- ensuite, la commission a évoqué les raisons qui ont justifié cette problématique. Ces raisons ont notamment porté sur :
 - les changements provoqués par la départementalisation ;
 - la mise en place de la Sécurité Sociale, des Allocations familiales et plus tardivement du Revenu Minimum d'Insertion et de leurs incidences sur l'Homme Réunionnais et par conséquent sur sa construction identitaire ;
 - l'instauration de références prises en France et rediffusées en tant que modèle unique de développement de la société réunionnaise n'a pas été sans influence pour cette société et les individus qui la composent ;
 - l'arrivée croissante et permanente du confort matériel et d'un certain confort social a également affecté le processus de construction identitaire des Réunionnais, etc , ...
- enfin, la commission a rencontré un sociologue : Laurent MEDEA qui a présenté un exposé sur les marqueurs de l'identité réunionnaise avant et après la Départementalisation.

Pour décrire l'évolution du système éducatif de 1946 à 2006 et esquisser quelques perspectives, **la commission 2** s'est appuyée notamment sur les travaux de Raoul LUCAS ¹¹ et a interviewé six personnes ressource¹² qui ont retracé leur vécu, parfois partiel, de cette période.

Il s'est agi à travers ces témoignages d'identifier les éléments marquants, les avancées du processus de la départementalisation mais également les retards ou les manques encore aujourd'hui constatés.

Ainsi, au titre des effets positifs de la départementalisation, la structuration du système scolaire et ses répercussions (démocratisation de l'enseignement, brassage social, massification et émancipation de l'École, diversification de l'offre de formation et croissance de la population diplômée) ont été soulignés.

¹¹ Cf. article intitulé « Le développement de la scolarisation à la Réunion... un cas d'école ? » - 2004

¹² Robert GAUVIN, Evelyne LUCAS, Laurent MEDEA, Raymond MOLLARD, Albert RAMASSAMY, Eugène ROUSSE

Toutefois, si des progrès considérables ont été réalisés depuis 1946, la départementalisation n'a pas offert les mêmes chances de réussite scolaire et d'insertion à tous les jeunes Réunionnais. L'illettrisme reste un problème récurrent à La Réunion et l'académie enregistre d'importants retards par rapport à la métropole (taux de sortie sans qualification plus élevé, taux de scolarisation après 16 ans bien inférieur, effectifs pléthoriques au niveau des collèges publics et des lycées professionnels ...).

Aussi, est-il incontestable pour le C.C.E.E. que les efforts consentis par l'État et les collectivités locales pendant cette période soient maintenus voire renforcés notamment pour :

- ▶▶ prévenir et lutter contre l'illettrisme,
- ▶▶ résorber l'échec scolaire dès l'école maternelle et l'école primaire,
- ▶▶ développer davantage des outils pédagogiques reflétant l'environnement réunionnais,
- ▶▶ redéfinir les procédures d'orientation pré et post Bac et améliorer la dimension professionnelle des formations universitaires,
- ▶▶ redonner du sens à l'École afin de retrouver confiance et espoir en elle et qu'elle-même donne confiance et espoir.

La commission 3, quant à elle, a proposé une communication portant sur « La place du sport réunionnais dans le sport français ». Il s'agissait à travers ce travail d'apprécier l'importance tant quantitative que qualitative des Réunionnais dans le sport de haut niveau.

L'intervention faite au Colloque inter-C.C.E.E. a permis de poser les bases d'une réflexion plus large sur la place de l'outre-mer dans le sport français ; réflexion qui devrait permettre de « revendiquer » une politique sportive adaptée aux besoins et aux ambitions de l'outre-mer.

Les principales pistes de réflexion reposent d'ores et déjà sur :

- » la définition et la mise en œuvre d'un plan des équipements et de formation à vocation outre-mer ;
- ▶▶ la création d'instituts de formation polyvalents offrant un suivi de l'athlète dans sa formation scolaire et professionnelle en parallèle à sa carrière sportive ;
- » les moyens d'assurer un développement optimum des filières sportives en outre-mer par l'adoption de mesures relevant de la continuité territoriale ;
- ▶▶ le retour au pays et la reconversion des athlètes de haut niveau.

2-2-2] Parc National de La Réunion

Compte tenu de son implication dans le projet de création du Parc National de La Réunion (PNR), en particulier pour la prise en compte du volet culturel et la dimension humaine dans le PNR, le C.C.E.E. a formulé le souhait de siéger dans les instances du PNR (Conseil d'Administration et Conseil Culturel Économique et Social). Un courrier a été adressé en ce sens à la Mission de création du Parc National.

Le C.C.E.E. a aussi émis un avis dans le cadre de la consultation publique sur la création du PNR.

Dans cet avis, le C.C.E.E. rappelle qu'il s'est toujours investi pleinement dans le projet de création d'un Parc National de La Réunion. Cet investissement s'est ainsi traduit par plusieurs actions et réflexions :

- le C.C.E.E. a participé aux réunions d'informations organisées par la Mission Parc, à celles du comité de pilotage, à la rencontre avec le Député GIRAN, dans le cadre de sa mission de réflexion et de propositions sur l'avenir des parcs nationaux ;

- le Conseil a aussi permis, lors du colloque inter-C.C.E.E. de décembre 2003 sur l'environnement, l'intervention et la rencontre de la Mission Parc avec les responsables du Parc National de la Guadeloupe et du Parc Régional de la Martinique ;

- dans le cadre de la consultation régionale et en réponse à la saisine préfectorale, le C.C.E.E. a émis un avis favorable aux grands principes du Parc National de La Réunion et a insisté pour que celui-ci, au-delà de sa mission de conservation et de préservation de la nature, soit aussi, comme le soulignait le député GIRAN¹³, « un lieu de mémoire et de culture vivante, non figée, innovante et valorisant les hommes » ;

- poursuivant cet objectif, le C.C.E.E. a confié en 2004, la réalisation d'une étude à l'Association Réunionnaise d'Éducation Populaire, visant à un diagnostic pour une stratégie culturelle du Parc National de La Réunion. S'appuyant sur cette étude, le Conseil a rédigé la contribution relative à la stratégie culturelle du Parc et a organisé un séminaire de restitution de l'étude auprès d'un large public, notamment à un grand nombre d'acteurs culturels réunionnais en 2005.

Au vu de ces éléments qui caractérisent l'intérêt du C.C.E.E. pour le projet de Parc national et, considérant que le Parc national sera l'un des principaux acteurs du développement durable à La Réunion, le C.C.E.E. a formulé, dans le cadre de l'enquête publique préalable au projet de création du Parc National de La Réunion, plusieurs remarques (celles-ci sont téléchargeables sur notre site www.ccee.re).

2-2-3] Les Entretiens de l'Université de la Communication de l'Océan Indien

La 11^{ème} édition de l'UCOI étant reportée et pour ne pas altérer la formidable avancée acquise au fil du temps dans les débats et réflexions sur le développement de la société de l'information, l'idée des entretiens de l'UCOI a émergé. La première manifestation s'est déroulée le 15 novembre avec le concours du C.C.E.E.

Les débats ont porté notamment sur :

- la Télévision Numérique Terrestre,
- la santé avec notamment le dossier médical personnel numérique,
- les Espaces Numériques de Travail mis en place dans le domaine de l'Éducation,
- le téléchargement et les habitudes de consommation de produits culturels.

La journée s'est achevée par une visioconférence avec Joël de Rosnay sur le thème « Numérique, identités et humanisme ».

À l'issue de ces entretiens, les organisateurs ont annoncé la tenue de la 11^e édition de l'UCOI du 28 au 31 août 2007 sur le thème « Identités ».

3 - LES MISSIONS

Les missions du C.C.E.E. sont rapportées en deux points : les rencontres institutionnelles et les missions en lien avec les compétences générales du C.C.E.E.

3-1] Les rencontres institutionnelles

- *La Conférence Permanente des C.C.E.E. des régions d'Outre-Mer et le colloque inter-C.C.E.E.*

La Conférence Permanente des C.C.E.E. des régions d'outre-mer et de Mayotte placée sous la présidence du C.C.E.E. de Guadeloupe s'est déroulée à Paris du 4 au 6 janvier.

¹³ Chargé par le Premier Ministre d'une réflexion en 2003, sur l'avenir des parcs nationaux en France. Auteur d'un rapport « Les parcs nationaux, une référence pour la France, une chance pour ses territoires ».

Cette conférence a permis de rencontrer les représentants des ministères de l'Outre-Mer, de l'Éducation nationale et de RFO. Ce fut aussi l'occasion pour les C.C.E.E. d'être reçus officiellement par le Président du Conseil Économique et Social, Jacques DERMAGNE.

Cette conférence a été l'occasion également de rencontrer Dominique LACROIX, directeur adjoint du Cabinet du Ministre François BAROIN.

Enfin, cette rencontre a permis de préparer le colloque inter-C.C.E.E. sur « 60 ans de départementalisation » organisé cette année par le C.C.E.E. Guadeloupe.

3-2] Les missions en lien avec les compétences générales du C.C.E.E.

- *Préparation de l'Université de la Communication de l'Océan Indien 2006*

Dans le cadre de la préparation de l'Université de la Communication de l'Océan Indien, le Président du C.C.E.E., en mission à Paris, a participé à différentes rencontres et réunions de travail, notamment avec les ministères de la Culture, de l'Intégration et de l'Égalité des chances et la direction nationale de RFO.

- *Colloque Bilinguisme et inter culturalité à Mayotte*

Le Président du C.C.E.E. a été convié par le Vice-recteur de Mayotte du 20 au 23 mars 2006, à assister au colloque intitulé « Pour un aménagement du système éducatif ».

Ce colloque a permis de traiter des expériences concernant Madagascar, la Guyane, la Guadeloupe, des pays d'Afrique du Nord, le Burkina Faso et la Nouvelle-Calédonie.

Le Président du C.C.E.E. a profité également de cette occasion pour rencontrer le Président et les membres du C.C.E.E. de Mayotte.

- *Symposium Régional Océan Indien pour l'Éducation à l'Environnement*

« L'éducation, la sensibilisation du public et la formation sont des préalables indispensables à la construction d'un développement durable »

Ce symposium, organisé par la Commission de l'Océan Indien du 29 au 31 mai 2006 à l'Université de Maurice, avait pour but de partager les pratiques, réflexions et recherches effectuées dans le domaine de l'éducation à l'environnement pour un développement durable dans l'océan Indien, en partant notamment de l'expérience acquise dans le cadre du programme ARPEGE¹⁴.

Fort intéressé par le thème de cette rencontre, le C.C.E.E. s'y est rendu pour :

- faire partager son expérience d'acteur institutionnel en matière d'éducation relative à l'environnement (ErE) ; à ce titre, il a présenté une communication sur ses actions dans ce domaine ;
- s'enrichir des réflexions et pratiques des autres acteurs et, plus particulièrement avoir un aperçu du projet ARPEGE – C.O.I. qui n'intègre pas La Réunion ;
- renouer avec les acteurs de l'océan Indien et participer à la réflexion sur la création d'un réseau d'éducation à l'environnement pour un développement durable dans l'océan Indien.

Les points à souligner sont :

► Le symposium a réuni plus d'une centaine de participants, représentants du système éducatif (enseignants, inspecteurs, conseillers pédagogiques, chercheurs ...), d'ONG, de collectivités

¹⁴ Appui Régional pour la Promotion d'une Éducation pour la Gestion de l'Environnement, programme mis en œuvre par la C.O.I. sur la période 2002-2006 sur financement du Fonds Européen de Développement

locales et d'associations des îles du sud-ouest de l'océan Indien (Les Comores, Madagascar, Maurice, Mayotte, Les Seychelles) ainsi que quelques professeurs d'Universités français et belges.

À noter que pour La Réunion, outre notre Conseil, l'ARER¹⁵ et le Conservatoire Botanique National de Mascarin étaient également présents.

► Le programme ARPEGE a permis, grâce à la mise en place d'animateurs régionaux, la formation des enseignants à la conduite de projets sur des thématiques environnementales concernant essentiellement les sols (érosion et conservation ...), les déchets (ramassage et tri ...) et l'eau (entretien de puits, écoulement des eaux usées ...) dans leurs écoles et leurs alentours ; il a aussi abouti à la réalisation d'une mallette pédagogique disponible sur le site Internet de la COI (www.coi.arpege.org) ;

► En termes de perspectives, la création d'un réseau des acteurs d'éducation environnementale des îles du Sud-Ouest de l'océan Indien ainsi que son élargissement à La Réunion, ont été discutés sans parvenir réellement à la définition de ses modalités de mise en œuvre ;

► Quelques enseignements intéressants :

- La prise en compte d'éléments culturels se révèle incontournable dans les pratiques de l'ErE. De nombreux enseignants en ont conscience et prennent en compte les valeurs et coutumes spécifiques de leur région pour leurs réalisations.
- Les actions des O.N.G. sont essentielles pour le développement de l'ErE. Elles oeuvrent souvent en développant des thématiques relatives à des problèmes particuliers aux régions concernées.
- ◆ L'implication de toute la communauté est primordiale dans les activités en ErE. Il ne pourra y avoir appropriation de nouveaux comportements sans la participation de tous et un travail qui allie les intérêts environnementaux et ceux de la population.

• *Les Régions de l'Art Contemporain*

Le C.C.E.E. a participé aux rencontres nationales organisées par la Fédération des Réseaux et Associations d'Artistes Plasticiens¹⁶ qui se sont tenues du 25 au 27 mai 2006 à Toulouse sur le thème : « Les Régions de l'Art Contemporain » .

Ces rencontres ont permis au C.C.E.E. de faire un point sur l'action des régions en faveur de l'art contemporain, en particulier autour des thèmes suivants :

- a/ Pourquoi et quelle politique culturelle territoriale en faveur des Arts plastiques ? Enjeux et actions.
- b/ Les partenariats avec les associations d'artistes et la présence des plasticiens dans la définition des politiques culturelles des collectivités territoriales.
- c/ Vivre et travailler en régions pour des artistes plasticiens.
- d/ Les régions, nouveaux acteurs des échanges internationaux.

• *Colloque Parcs Nationaux et Régionaux, grands espaces et nature sauvage au Canada et en France*

Le C.C.E.E. a participé au colloque international du 30^e anniversaire de l'AFEC (1976-2006 : Association Française d'Études Canadiennes) dont le thème était « Parcs nationaux et régionaux, grands espaces et nature sauvage au Canada et en France ».

¹⁵ Agence Régionale de l'Énergie Réunion

¹⁶ La FRAAP qui existe depuis le 24 juin 2001 est une fédération ouverte à toutes les associations et collectifs d'artistes plasticiens. Au 1^{er} avril 2007, la FRAAP rassemble 178 membres qui ont à 97% le statut associatif. À La Réunion, deux associations sont adhérentes à la FRAAP.

Ce colloque qui s'est tenu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saumur s'est avéré intéressant tant pour les thèmes abordés que pour la diversité des intervenants (universitaires, élus, ... / Canada, Belgique, États-Unis, Mexique, Russie, France).

Sur la forme, le colloque était organisé selon le schéma suivant :

- 1 conférence / 1 table ronde / 11 sessions de communications
- 1 visite de terrain

Des « connexions » peuvent être faites avec le futur Parc National de La Réunion, concernant notamment les volets **culture, histoire**.

- **24^e Université Sportive d'Été « Handicaps, sport, intégration – Le défi des clubs sportifs »**

Le C.C.E.E. a participé à la 24^e édition de l'Université Sportive d'Été à Nîmes. L'objectif était d'enrichir la réflexion du C.C.E.E. sur les concepts et les outils concernant la problématique « handicaps, sport et intégration en particulier par la vie associative ».

Organisée par l'Union Nationale des Clubs Universitaires sur le thème de l'intégration et déclinée à la fois par des témoignages et des conférences-débats, cette Université a été l'occasion de faire le point sur le Handicap tant sur le plan historique, philosophique que sociologique.

Sur le plan de la pratique sportive pure, il a été rappelé que si le sport de bien-être et de réparation physique et psychologique est fondamental, il ne faut pas oublier aussi le sport de haut niveau bien présent pour les athlètes présentant un handicap.

Les participants se sont aussi attachés à décrire certains mécanismes qu'il faudrait actionner pour que les clubs sportifs puissent véritablement accueillir tous types de handicaps en son sein (mise en œuvre de procédures d'accueil par exemple).

Il est ressorti également des débats qu'un effort de formation en matière d'encadrement est nécessaire et indispensable, prenant en compte la nature de la déficience, le degré d'incapacité qu'elle entraîne et la façon dont la personne vit sa situation.

- **Les 5^e Rencontres nationales de l'Éducation - Éducation et Territoires : « Refonder le service public d'éducation »**

Le C.C.E.E. a participé pour la première fois aux Rencontres nationales de l'éducation qui se sont tenues les 11, 12 et 13 octobre à Rennes ; les objectifs étant :

- d'enrichir les réflexions du C.C.E.E. sur le concept de l'éducation globale,
- d'échanger avec les chercheurs, les militants associatifs et autres acteurs.

Ces Rencontres qui avaient pour thème principal la refondation du service public d'éducation, ont invité les participants à répondre à quelques-unes des interrogations suivantes :

- *L'Éducation relève-t-elle du politique ? Quelles expériences modifient concrètement les architectures éducatives ?*
- *Quel service public d'éducation pour demain : démocratie participative ? pilotage concerté ? Rôle des associations et des familles*
- *Comment assurer la réussite de tous les enfants ?*
- *Comment nos voisins affrontent-ils, avec des cultures et des traditions différentes, les défis de l'éducation auxquels ils sont comme nous confrontés ?*

Il apparaît qu'une redéfinition de la distribution des fonctions éducatives dans le temps et dans l'espace qui se limiterait aux instances officielles – Éducation Nationale, autres services de l'État et collectivités locales – serait insuffisante si elle n'y associait aussi la famille, l'Éducation Populaire et d'autres organismes dont le rôle couvre au-delà des champs de l'éducation au sens strict ceux de la

citoyenneté, de la santé, de l'action sociale, de la culture et des loisirs ...alliant ainsi éducations formelles, non formelles et informelles.

- **Le Salon de l'Éducation**

Le C.C.E.E. était présent à la 6^{ème} édition du Salon de l'Éducation qui s'est tenu à Paris du 16 au 19 novembre 2006.

Ils ont été 530 000 visiteurs à arpenter les 50 000 m² d'espaces d'expositions, de démonstrations, de spectacles et de débats...organisés sur plusieurs niveaux. Le C.C.E.E. s'est intéressé en particulier au Salon de l'étudiant, à l'aventure des métiers, au Village de l'Éducation nationale, à l'orientation, à la Cité de l'éducation ... et aux conférences/débats :

- *Mise en œuvre du droit à l'école pour tous : réflexion sur la complémentarité nécessaire entre le secteur spécialisé et l'école ;*
- *Enseigner aujourd'hui un métier impossible ;*
- *Enrichir les relations entre les familles et l'école : s'appuyer sur de bonnes pratiques ;*
- *L'école, une question de courage politique ;*
- *La lecture, un plaisir partagé ;*
- *Les parents à l'école.*

Par la profusion d'informations et de documentations, les contacts et les échanges multiples avec les professionnels de l'éducation, le Salon est un outil précieux pour les élèves et leurs parents en quête d'un choix d'orientation ainsi que pour toutes les personnes oeuvrant ou non au sein du système éducatif.

On peut souhaiter que La Réunion puisse investir cet espace pour instaurer des échanges sur les problématiques éducatives et les formations réunionnaises.

- **Les XVIèmes Rencontres Interrégionales des langues et Cultures 2006 à Perpignan (Catalogne Nord)**

Le congrès annuel de l'association des Rencontres interrégionales des langues minoritaires, dont Le Conseil de la Culture, de l'Éducation et de l'Environnement est membre, s'est déroulé les 2, 3 et 4 novembre 2006 à Perpignan en Catalogne Nord.

Ces rencontres ont été l'occasion, pour les régions linguistiques, d'échanger de nombreuses informations sur les avancées et les difficultés rencontrées dans leur combat quotidien pour assurer l'avenir de leur langue respective.

Étaient représentés outre la Catalogne, région organisatrice : le Pays Basque, l'Occitanie, La Réunion, la Guyane, l'Alsace et la Bretagne. Le thème de cette année était : « Les langues régionales et les politiques ». Il a donc beaucoup été question des prochaines élections, présidentielles et législatives, et l'association a décidé d'adresser un questionnaire à tous les futurs présidentiables afin de connaître leur position concernant les langues régionales et minoritaires.

Comme chaque année les congressistes ont fait un rapide état des lieux par région.

Par ailleurs, les congressistes ont pu visiter le centre d'autoformation de Perpignan.

Ces XVIèmes rencontres se sont clôturées par l'assemblée générale de l'association des Rencontres Interrégionales des Langues et Cultures .

Les prochaines Rencontres devraient se tenir au Pays Basque en 2007 et en Guyane en 2008.

4 - LES RENCONTRES ET PARTICIPATIONS

Au-delà de sa participation aux instances listées ci-dessous :

- Instance locale de Concertation Europe
- Instance locale de Concertation déchets

- Conseil Départemental de l'Habitat
- Association Régionale de l'Énergie de La Réunion
- Conseil Académique de la Vie Lycéenne
- Fédération des Radios Associatives
- Comité Régional du Sport Adapté
- Association pour le Développement du Cinéma, de l'Audiovisuel et du Multimédia
- Les Francas
- Association Réunionnaise d'Éducation Populaire
- POSI (Pôle d'Observatoire Scientifique)
- TCO (Territoire de la Côte Ouest)
- Groupe de travail pluridisciplinaire sur les conséquences multiples de l'épidémie du Chikungunya,

le C.C.E.E. a également pris part à des rencontres et à des réunions extérieures dont certaines sont rapportées dans les chapitres 4-1 et 4-2.

4-1] Rencontres

▪ Dans le domaine de la Culture

*** Avec Françoise VERGÈS et Carpanin MARIMOUTOU, chargés de mission MCUR**

Le C.C.E.E. a organisé une rencontre le 17 mai, sous la forme d'une plénière « ouverte » (cette réunion accueillait en effet les organismes représentés au sein du C.C.E.E.) avec Françoise VERGÈS et Carpanin MARIMOUTOU, pour la présentation du Projet Scientifique et Culturel de la Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise.

*** Avec le CSA/CTR¹⁷**

Vu l'actualité, la question relative à la Télévision Numérique Terrestre a été évoquée lors des travaux de la commission 1 sur l'audiovisuel.

Aussi, le C.C.E.E. a-t-il souhaité rencontrer le CSA/CTR de La Réunion et de Mayotte pour faire le point sur ce dossier, le 8 septembre.

Suite à cette rencontre et dans le cadre de la consultation publique sur le lancement d'appels aux candidatures des télévisions et radios numériques à La Réunion, le C.C.E.E. a élaboré une contribution dans laquelle il rappelle notamment les éléments du contexte réunionnais et sa position sur l'audiovisuel. Cette contribution est téléchargeable sur le site web du C.C.E.E.

▪ Dans le domaine de l'Éducation

*** avec Paul SOUPE, chargé de mission régional contre l'Illettrisme au CARIF-OREF**

Le C.C.E.E. a organisé une rencontre avec Paul SOUPE, le 5 avril, consacrée à l'Illettrisme à La Réunion, sous la forme d'une plénière « ouverte » aux organismes et associations représentés au sein du C.C.E.E.

Dans le cadre de cet échange, les participants ont pu notamment recueillir des données sur la situation de l'illettrisme à La Réunion (profil des publics, facteurs explicatifs, organisation de la réponse sur les plans national et local).

¹⁷ Conseil Supérieur de l'Audiovisuel/Comité Technique Radiophonique

Le débat qui a suivi a permis de souligner notamment :

- l'absence de fiche-action dans le plan de prévention sur l'illettrisme des personnes handicapées,
- la nécessité de prévenir l'illettrisme en intervenant précocement dès l'école et d'agir sur le groupe parents/enfant,
- la nécessité de mener une politique concertée avec l'ensemble des acteurs concernés.

*** avec Éric FAVEY, Secrétaire national de la Ligue de l'Enseignement**

Le C.C.E.E. a reçu, le 3 octobre, le Secrétaire national de la Ligue de l'Enseignement pour un échange sur les questions liées à l'évolution du système éducatif français.

Cet échange a permis d'évoquer les enjeux qui « pèsent » sur un modèle d'éducation en quête de sens, touché par ailleurs par la mondialisation des échanges économiques, culturels et informatifs.

*** avec le Collectif pour l'installation de l'Observatoire des Prix et des Revenus**

Le C.C.E.E. a rencontré, dans le cadre d'une réunion de Bureau élargi le 25 octobre, les représentants du Collectif venus présenter leur démarche de mise en place de l'Observatoire des Prix et des Revenus.

À cette occasion, le Conseil a rappelé son accord de principe sur la création d'un tel outil dans la mesure où il vise à permettre aux Réunionnais un égal accès à la culture et à l'éducation. Pour le C.C.E.E., ces secteurs sont en effet indispensables au développement harmonieux de l'Homme, sans lequel il ne saurait y avoir de développement durable.

Cette position a été formalisée dans un courrier adressé au Collectif.

*** avec le Bureau de la commission « Développement humain » du C.E.S.R.**

Souhaitant associer le C.C.E.E. à sa réflexion sur la Validation des Acquis de l'Expérience, le C.E.S.R. a présenté au Conseil, le 20 novembre, la note destinée au Conseil régional, intitulée : *La Validation des Acquis de l'Expérience : un enjeu de taille et une réelle opportunité.*

Dans ce cadre, le C.E.S.R. a insisté sur les objectifs visés à travers sa note, à savoir : convaincre le Conseil Régional de l'importance du dispositif V.A.E. pour La Réunion et l'amener à élaborer un véritable plan de développement, à l'instar de la Région Midi-Pyrénées.

4-2] Participations

▪ **Dans le domaine de la Culture**

*** Rencontres professionnelles du spectacle vivant**

Sur invitation du Reso, le C.C.E.E. a participé aux Rencontres professionnelles du spectacle vivant du 1^{er} au 4 février, occasion pour les acteurs culturels de l'île de La Réunion (le Reso, le Bato Fou, le PRMA¹⁸, le Karbardock, le Palaxa) et de la France métropolitaine d'organiser une série d'ateliers centrés sur les problématiques du spectacle vivant.

Des échanges d'expériences, des débats ont eu lieu avec des représentants d'organisations professionnelles et des membres des lieux de musiques amplifiées/actuelles.

*** Université Internationale du Multimédia**

¹⁸ Pôle Régional des Musiques Actuelles

Sur invitation de l'Institut de L'Image de l'Océan Indien (ILOI) et de l'Université Internationale du Multimédia, le C.C.E.E. a participé à une visite découverte des résultats du premier « work shop » de l'Université Internationale du Multimédia le 12 mai à Dos-d'âne.

Cette manifestation a rassemblé des étudiants des Universités de Québec, de Vélizy, de Bordeaux ainsi que ceux de l'ILOI présents à La Réunion. Ces étudiants auront travaillé partiellement à distance avec leurs collègues des autres universités concernées, notamment le Brésil et la Chine.

Ils ont participé à la réalisation d'un « bestiaire », projet multimédia international dont la maquette a été présentée en octobre au Prix Möbius International au Québec.

▪ **Dans le domaine de l'Éducation**

*** Journée d'action sur la Lutte contre l'illettrisme**

Au regard de la situation réunionnaise concernant l'illettrisme¹⁹, des résultats des évaluations 2005 de CE2²⁰ et de 6^{ème} dans l'académie²¹ ainsi que du taux élevé (17%) de sortie des jeunes sans qualification, la PEEP et le Rotary Club de Saint-Joseph ont jugé nécessaire d'organiser, le 8 avril 2006, une journée consacrée aux actions de prévention et de lutte contre l'illettrisme.

Le C.C.E.E. a pris part à cette journée au cours de laquelle des ateliers se sont déroulés devant une centaine de participants.

Ainsi, au-delà de la présentation des structures PEEP et Rotary, les ateliers thématiques ont insisté sur :

- ✓ la nécessité de prendre en compte l'histoire de notre île pour comprendre et analyser les causes de l'illettrisme, notamment l'approche culturelle et traditionnelle.
- ✓ l'importance primordiale de la lecture : comment amener nos enfants vers le livre ? Comment les motiver ? Leur donner l'envie, le goût, le désir de lire ?
- ✓ les dispositifs d'aide réservés aux élèves en difficulté. Dans le cadre de cet atelier sur *l'échec scolaire*, il a été souligné que trop d'enfants ne possèdent pas les niveaux requis concernant l'acquisition des fondamentaux en maths et en français.
- ✓ l'approche orale pour donner le goût de lire et pour lutter contre l'illettrisme : des actions de formation à la technique du conte à destination des parents ont été présentées dans le cadre de cet atelier *Conteur et lecteur*.

*** Débat sur l'Université et l'emploi**

Le C.C.E.E. a participé aux demi-journées organisées par le Rectorat les 18, 19 et 22 mai, dans le cadre du débat national sur l'Université et l'emploi.

La première séance portait sur *l'orientation, l'information et l'insertion professionnelle*.

La 2^e séance portait sur la *Professionnalisation des études dans le cadre du LMD*²².

Il en ressort en particulier que l'Université s'est fortement intéressée à la professionnalisation comme l'atteste l'ouverture d'IUT, IUP, école d'ingénieur et plusieurs MASTER pro.

Cette démarche est aussi remarquable au niveau de la recherche de plus en plus appliquée. Pour mieux construire cette orientation, l'université a envisagé de suivre « les cohortes » d'étudiants et d'adapter son offre à la demande.

L'autre volet de cette relation université–monde professionnel est le nombre de plus en plus important de formations tant initiales que continues qui intègrent des interventions de professionnels.

¹⁹ 120 000 adultes en situation d'illettrisme selon l'enquête INSEE de 1996-1997

²⁰ 35,6 % des élèves en difficulté en français, 48,9 % des élèves en difficulté en maths, 30,1 % des élèves en grande difficulté

²¹ 43,1 % des élèves ont un score de réussite en français inférieur à 50 %, 50 % en maths

²² Licence Master Doctorat

*** Echange sur l'illettrisme**

Le C.C.E.E. a participé à un échange sur « L'illettrisme, un mal qui ronge » organisé le 5 septembre par le Centre Saint Ignace.

Au cours de ce débat, ont été indiqués les moyens mis en place, les actions menées et ce qui reste encore à faire dans ce domaine.

Les débats ont posé l'importance de la sphère familiale dans la lutte contre l'illettrisme. Les parents sont les premiers éducateurs de leur enfant. Plusieurs idées d'actions ont été lancées : faire la promotion de la lecture comme une « action » familiale, encourager la lecture commune (parents-enfants), aider le développement langagier des enfants par un dialogue ouvert des parents.

Les débats ont également insisté sur le rôle fondamental de l'équipe éducative (mettre en pratique une pédagogie active et différenciée, prôner l'apprentissage par cycle...), d'où la nécessité d'une formation spécifique des enseignants, pour tenter de régler le problème de l'illettrisme.

▪ Dans le domaine de la Coopération régionale et de l'Europe

*** Signature de la convention PARDAC (Programme d'Appui Réunionnais au Développement de l'Agriculture Comorienne)**

Sur invitation du Conseil Régional, le C.C.E.E. a assisté à la séance de signature officielle de la convention portant sur la mise en œuvre du PARDAC, le 7 février, en présence de M. ABOUDOU SOEFO, Ministre d'État, Ministre des Relations Extérieures, de la Coopération et de la Francophonie, chargé des Comoriens à l'étranger.

Cet accord-cadre s'inscrit dans le plan de codéveloppement dans le domaine du développement rural, initié par la Région Réunion, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Union des Comores.

*** Conférence sur la coopération régionale**

Sur invitation de l'Ambassadeur de France chargé de la coopération régionale dans l'Océan Indien, le C.C.E.E. a participé à la Conférence sur la coopération régionale les 23 et 24 mars 2006. Cette conférence avait pour objectif la réunion des acteurs institutionnels de la coopération.

Cette conférence était organisée sous forme de 4 ateliers. Deux ateliers ont été consacrés à des sujets d'ordre général :

- 1° sur les Fonds de coopération régionale,
- 2° sur les aspects multilatéraux de la coopération régionale.

Les deux autres ateliers ont porté sur :

- 3° espace maritime/pêche et coopération régionale,
- 4° coopération régionale et Comores.

*** Rencontre avec les Volontaires du Progrès réunionnais en poste dans la zone Océan Indien**

Dans le cadre de sa politique à la fois de codéveloppement avec les pays de l'Océan Indien et de mobilité professionnelle des jeunes diplômés réunionnais, la Région Réunion a mis en œuvre depuis 2001 un partenariat étroit avec l'Association Française des Volontaires du Progrès.

Afin de mieux faire connaître ce programme auprès de la jeunesse réunionnaise, la Région a réuni l'ensemble des Volontaires du Progrès au service des Comores, de Madagascar et du Mozambique, pour qu'ils fassent part de leurs expériences de solidarité internationale.

C'est dans ce contexte que le C.C.E.E. a été invité à participer à cette rencontre.

▪ Dans le domaine de l'Environnement et du Cadre de vie

*** Assises de développement durable des Hauts ruraux**

Le projet de création d'un parc national, la révision engagée du Schéma d'Aménagement Régional, ... sont autant d'éléments qui militent aujourd'hui pour la redéfinition d'une politique d'intervention pour le développement des Hauts conjuguant les atouts et les contraintes de ce territoire pluriel en tout point exceptionnel.

C'est dans ce contexte que l'État, le Conseil Régional et le Conseil Général ont organisé deux journées de réflexion les 4 et 5 mai, afin de poser les jalons du futur « plan de développement durable des Hauts ruraux » 2007/2013.

Le C.C.E.E. a participé aux Assises du développement des Hauts ruraux, notamment à la journée du 4 mai consacrée aux ateliers 3 (les principes de la gouvernance) et 4 (Rupture/Continuité).

*** Séminaire sur les formes urbaines « Quelles villes à La Réunion demain ? »**

Le C.C.E.E. a participé à ce séminaire organisé par le CAUE les 22 et 23 mai 2006. Le séminaire a réuni notamment l'État, la Région, le Département, l'association des Maires, les experts et les partenaires du logement.

Ce séminaire a permis en particulier de mieux cerner les compétences des acteurs et les modes de financement du logement et surtout de recueillir les points de vue des acteurs sur les formes urbaines dans le monde.

*** 7^e édition de Exposcience Océan Indien**

Le C.C.E.E. a été sollicité par l'association Jeunesse au Plein Air pour faire partie du jury de Exposcience 2006, manifestation qui s'est déroulée du 29 juin au 2 juillet à la Halle des Manifestations du Port.

Il a ainsi assisté à la présentation des stands et des projets participant au concours Exposcience. Une soixantaine de projets ont été concernés par le choix du jury, afin de désigner ceux qui participeront, notamment, à des Exposciences internationales.

*** Conférence-débat consacrée à l'Observatoire des loyers privés à La Réunion**

Le C.C.E.E. a participé à une conférence-débat co-organisée par la DDE, l'ADIL et l'AGORAH le 8 septembre et consacrée à l'Observatoire des loyers privés à La Réunion.

Cette conférence a marqué un point d'étape important dans la démarche initiée à la fin de l'année 2004, c'est-à-dire la mise en place d'un Observatoire des loyers qui répond à un besoin exprimé par l'ensemble des acteurs du logement (intercommunalités, communes, chambres consulaires, banques, bailleurs sociaux, agences immobilières, etc...) confrontés jusqu'alors à l'absence de données en la matière.

À cette occasion, les objectifs de l'Observatoire des loyers ont été rappelés:

- déterminer le niveau des loyers effectivement pratiqués,
- fournir des références pour orienter les bailleurs dans la fixation du montant des loyers,
- permettre aux organismes et acteurs chargés de la conduite des politiques publiques du logement d'intégrer la situation du marché,
- permettre aux promoteurs privés et aux agents immobiliers de déterminer le niveau de loyers compatible avec les capacités des ménages,
- donner aux acteurs du logement la possibilité d'anticiper les évolutions du marché,
- mettre en perspective le parc locatif privé et le parc social.

▪ Dans le domaine du Sport / Socio-éducatif / Vie Solidaire

*** Conférence « Présentation du diagnostic sur la vie associative »**

Le secteur associatif est un véritable atout pour la société réunionnaise ; il est devenu un acteur d'innovation, de développement et de cohésion sociale sur nos territoires. Mais aucun état des lieux global n'a été réalisé.

C'est à partir de ce constat que la Ville de Saint-Denis a confié à la Chambre Régionale de l'Économie Sociale (CRES) la mission d'établir un diagnostic de la vie associative sur les quartiers prioritaires.

C'est dans ce contexte que la CRES a organisé une conférence « Présentation du diagnostic sur la vie associative » le 15 mars 2006 à laquelle le C.C.E.E. a participé.

La CRES a ainsi réalisé un état des lieux du tissu associatif sur les quartiers prioritaires de Saint-Denis, afin d'apporter des réponses aux questions suivantes : Comment fonctionne-t-il ? Quels sont ses besoins ?

*** 2^e Forum Social Alternatif**

Le C.C.E.E. a participé au 2^e Forum Social Alternatif qui s'est déroulé le 8 avril 2006. Ce forum s'est ouvert le 7 avril par une « marche de l'indocilité » avec les « tambours du Port » et les moringueurs de Villèle. Prosper EVE, universitaire, a fait, à cette occasion, une présentation des « marrons ».

Au cours de la journée du 8 avril, le débat s'est engagé en présence du rédacteur en chef de la revue Territoire, chargé de mission auprès du Ministère de la Solidarité.

Il a indiqué à cette occasion que la démocratie participative s'est bâtie sur 4 échelles de participation :

- la démocratisation de l'information,
- la consultation sur les données avant de finaliser les projets,
- la concertation,
- la participation sociale de tous les âges en tenant compte des langages de ces groupes.

*** Réunion de présentation de l'outil d'exploitation du recensement national des équipements sportifs, espaces et sites de pratiques (RES)**

Le C.C.E.E. a participé à la réunion organisée par la DDJS le 27 juin portant sur la présentation de l'outil d'exploitation du RES.

Il a été rappelé que :

- le recensement des équipements sportifs était prévu depuis 1984 avec la loi d'Orientation sur le sport ;
- les propriétaires d'équipements sportifs avaient l'obligation, par un décret de 1986, de signaler à l'administration, la création, l'aliénation, la destruction, la réhabilitation des infrastructures de ce type.

Ce recensement visait 3 objectifs :

- disposer d'une photographie précise des équipements existants,
- exploiter ces informations en partenariat avec le mouvement sportif et les collectivités territoriales et locales,
- adosser les politiques de construction ou de rénovation des équipements sportifs à ce recensement.

La dernière réunion de l'année qui s'est tenue le 12 décembre a permis de faire le bilan des actions de 2006, de présenter les actions pour 2007 et enfin de souligner qu'il reste à concrétiser sur le terrain l'exploitation d'un tel outil.

*** Rencontres économiques sur les services à la personne**

Le C.C.E.E. a participé aux rencontres économiques organisées par la C.C.I.R. le 5 juillet, sur le thème « Les services à la personne, un enjeu économique et social pour le territoire ».

Cette première rencontre avait pour objectifs :

- d'engager le débat sur la reconnaissance de la filière ;
- d'évoquer les questionnements, les coopérations, les articulations et les leviers à engager sur La Réunion, la promotion des services aux particuliers, l'émergence de services nouveaux créateurs d'emplois, la structuration et la professionnalisation de l'offre ;
- d'améliorer la lisibilité du secteur des services à la personne d'une part et de montrer l'engagement fort de la CCI Réunion dans le soutien à la création, au développement des entreprises, d'autre part.

*** Journées techniques de la Fédération française de randonnées pédestres**

Le C.C.E.E. a participé aux Journées Techniques organisées les 6 et 7 novembre, sous l'égide de la FFRP, et dont l'objectif était de débattre de la place de la randonnée pédestre dans le milieu tropical.

En ouverture de cette manifestation, les atouts que peut représenter la pratique de randonnée pour une région, sur le plan de l'économie, sur le plan de la santé et sur le plan du développement durable, ont été soulignés.

Les participants locaux et extérieurs (Polynésie, Mayotte, Rodrigues, Antilles, Madagascar et la métropole...), à travers plusieurs ateliers, ont fait chacun un point sur la situation de leur région et ont insisté sur la participation des randonneurs dans le développement durable.

La question de la sécurité a également été débattue : il a été indiqué que la randonnée est une activité accidentogène et non une activité à risques si les principales consignes de sécurité de base sont observées (reconnaissance du parcours, maîtrise des difficultés, adaptation de la randonnée aux différents publics...).

Il ressort des débats qu'il faudrait développer la coopération régionale entre les îles de l'océan Indien, notamment en terme de collaboration à propos des chambres d'hôtes et de la transformation des produits locaux, sur le développement du concept « Villages Créoles, liens culturels ».

Ces journées, initiées et organisées par des randonneurs pour des randonneurs ont été finalement l'occasion de discuter d'un projet de développement pour la population locale, principalement articulé autour de la sécurité des pratiques, de la préservation des espaces naturels et de la coopération entre les îles de l'Océan Indien.

▪ Dans le domaine des Déplacements

*** Réunion de concertation sur le projet Tram-Train**

Le C.C.E.E. a participé à une réunion de concertation qui s'est tenue le 26 mai 2006, dans le cadre du projet de mise en œuvre d'un réseau de transport ferroviaire mené par la Région Réunion, assistée de la Société d'économie mixte, la SR21.

À cette occasion, ont été mis en place des « Clubs », groupes de travail destinés à véhiculer la communication et l'information sur ce type de projet. C'est dans ce contexte que le C.C.E.E. a été sollicité pour apporter sa contribution au « Club des autres domaines interactifs ». A cette occasion, un film sur le projet du Tram-Train a été présenté.

Le C.C.E.E. a attiré l'attention sur l'importance du volet éducation dans le domaine de la communication, en vue d'une appropriation et d'une adhésion au projet par la population.

▪ Dans le domaine du Tourisme

*** Séminaire « Quelle stratégie de e-tourisme pour La Réunion ? »**

Le C.C.E.E. a participé au séminaire organisé par la Région le 12 mai 2006, « Quelle stratégie de e-tourisme pour La Réunion » animé par Claude BANWARTH de la société Lancea Développement. L'objectif de ce séminaire était d'améliorer la promotion et la commercialisation de la destination Réunion. Une piste possible : la mise en place d'une plateforme régionale mutualisée sur Internet.